

		Exercice N			Exercice (N - 1)		
		France	Exportations et livraisons intracommunautaires	Total			
Désignation de l'entreprise : SAS CANON FRANCE BUSINESS SERVICES					Néant <input type="checkbox"/> *		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA	FB	FC			
	Production vendue { biens * services *	FD	FE	FF			
		FG	28 617 678	FH	FI	27 984 043	
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	28 617 678	FK	FL	27 984 043	
	Production stockée*			FM			
	Production immobilisée*			FN			
	Subventions d'exploitation			FO			
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)			FP	1 235 337	345 000	
	Autres produits (1) (11)			FQ	60 846	167 150	
	Total des produits d'exploitation (2) (I)				FR	29 913 862	28 496 194
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*			FS	84 293	49 735	
	Variation de stock (marchandises)*			FT			
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*			FU	1 631 824	1 367 230	
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*			FV			
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*			FW	12 661 512	11 589 013	
	Impôts, taxes et versements assimilés*			FX	564 247	732 303	
	Salaires et traitements*			FY	9 305 074	10 378 064	
	Charges sociales (10)			FZ	3 105 710	3 579 318	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations { - dotations aux amortissements* - dotations aux provisions*			GA	1 663 812	1 313 426
					GB		267 269
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*			GC	335 000	378 000
		Pour risques et charges : dotations aux provisions			GD	119 000	987 008
Autres charges (12)			GE	4 124	47 505		
Total des charges d'exploitation (4) (II)				GF	29 474 599	30 688 876	
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)				GG	439 262	(2 192 681)	
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)			GH			
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)			GI			
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)			GJ			
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)			GK			
	Autres intérêts et produits assimilés (5)			GL			
	Reprises sur provisions et transferts de charges			GM			
	Différences positives de change			GN	44		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			GO			
Total des produits financiers (V)				GP	44		
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*			GQ			
	Intérêts et charges assimilées (6)			GR	16 215		
	Différences négatives de change			GS	19		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			GT			
Total des charges financières (VI)				GU	16 234		
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)				GV	(16 190)		
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)				GW	423 072	(2 192 681)	

Désignation de l'entreprise SAS CANON FRANCE BUSINESS SERVICES

Néant *

		Exercice N		Exercice N - 1	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		HA		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *		HB	23 522	
	Reprises sur provisions et transferts de charges		HC	87 264	789 307
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)		HD	110 786	789 307
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)		HE	374 586	265 921
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *		HF	15 061	459 660
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		HG	300 482	
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)		HH	690 129	725 582
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	(579 342)	63 724	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ			
Impôts sur les bénéfices * (X)		HK			
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	30 024 693	29 285 501	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	30 180 964	31 414 458	
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	(156 270)	(2 128 956)	
RENVOIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme		HO	
	(2)	Dont	produits de locations immobilières	HY	
			produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IG	
	(3)	Dont	- Crédit-bail mobilier *	HP	
			- Crédit-bail immobilier	HQ	
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		IH	
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées		IJ	
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées		IK	16 215
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)		HX	
	(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)		RC	
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)		RD	
	(9)	Dont transferts de charges		A1	
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)		A2	
	Dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG-CRDS A5				
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)		A3		
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)		A4		
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles :	facultatives A6	obligatoires A9		
		Dont cotisations facultatives Madelin A7	Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite A8		
(7) joindre en annexe) : Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le		Exercice N			
		Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels		
INDEMNITES DE LICENCIEMENT		9 772			
LITIGES PERSONNEL		352 000			
DOTATION / REPRISE LITIGES PERSONNEL		279 882		85 014	
VNC DES ELEMENTS D'ACTIFS CEDES / PDTS DE CESSIION ELEMENTS D ACTI		15 061		801	
PV, PENALITES		77			
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :		Exercice N			
		Charges antérieures	Produits antérieurs		

CANON FRANCE BUSINESS SERVICES

Société par Actions Simplifiée

2 rue d'Amsterdam

91250 TIGERY

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

CANON FRANCE BUSINESS SERVICES

Société par Actions Simplifiée

2 rue d'Amsterdam

91250 TIGERY

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'associé unique de la société CANON FRANCE BUSINESS SERVICES

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CANON FRANCE BUSINESS SERVICES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 28 juin 2023

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Vincent BLESTEL

BILAN ACTIF

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2022	31/12/2021
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	995 402	675 239	320 163	416 958
Concessions, brevets et droits similaires	2 654 240	2 287 515	366 725	448 350
Fonds commercial	1 172 794	1 172 794		
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	5 256 295	2 499 584	2 756 711	1 939 174
Autres immobilisations corporelles	3 755 409	3 041 993	713 416	820 859
Immobilisations en cours	371 681		371 681	247 481
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	88 022		88 022	107 626
ACTIF IMMOBILISE	14 293 842	9 677 125	4 616 717	3 980 447
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	824		824	
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	7 951 959	335 000	7 616 959	7 127 236
Autres créances	631 514		631 514	625 000
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités				
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	115 792		115 792	83 746
ACTIF CIRCULANT	8 700 089	335 000	8 365 089	7 835 981
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	22 993 931	10 012 125	12 981 806	11 816 428

BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Capital social ou individuel (dont versé : 250 000)	250 000	250 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	25 000	25 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	1 317 820	1 317 820
Report à nouveau	-2 768 887	-639 930
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-156 270	-2 128 957
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	-1 332 337	-1 176 067
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	385 882	191 014
Provisions pour charges	2 004 666	2 724 653
PROVISIONS	2 390 548	2 915 667
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 890 405	4 333 152
Dettes fiscales et sociales	3 491 080	3 236 627
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	63 151	93 654
Autres dettes	4 478 961	2 413 395
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	11 923 596	10 076 828
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	12 981 806	11 816 428

COMPTES DE RESULTAT

Rubriques	France	Exportation	31/12/2022	31/12/2021
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	28 617 678		28 617 678	27 984 044
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	28 617 678		28 617 678	27 984 044
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 235 338	345 000
Autres produits			60 847	167 151
PRODUITS D'EXPLOITATION			29 913 862	28 496 194
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			84 294	49 736
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			1 631 825	1 367 231
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			12 661 512	11 589 013
Impôts, taxes et versements assimilés			564 247	732 304
Salaires et traitements			9 305 074	10 378 065
Charges sociales			3 105 710	3 579 318
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 663 813	1 313 426
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				267 269
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			335 000	378 000
Dotations aux provisions			119 000	987 008
Autres charges			4 124	47 506
CHARGES D'EXPLOITATION			29 474 600	30 688 876
RESULTAT D'EXPLOITATION			439 263	-2 192 682
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			45	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			45	
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			16 215	
Différences négatives de change			20	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			16 235	
RESULTAT FINANCIER			-16 190	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			423 072	-2 192 682

COMPTES DE RESULTAT SUITE

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	23 523	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	87 264	789 307
PRODUITS EXCEPTIONNELS	110 787	789 307
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	374 586	265 922
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	15 061	459 661
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	300 482	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	690 130	725 582
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-579 343	63 725
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	30 024 694	29 285 501
TOTAL DES CHARGES	30 180 964	31 414 458
BENEFICE OU PERTE	-156 270	-2 128 957

PRESENTATION GENERALE

CHIFFRES CLES

Durée de l'exercice :	12 mois
Total du bilan :	12 981 806
Résultat avant répartition :	-156 270

ACTIVITE DE LA SOCIETE

La société exerce une activité de prestations de services dans le domaine de l'informatique, de la bureautique, de l'externalisation de processus métiers, et plus généralement dans la transmission, la production, la diffusion et le traitement de tous documents.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

REGLES COMPTABLES

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan Comptable Général, dans le respect du principe de prudence, et suivant les hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Le principe de continuité d'exploitation a été retenu, compte tenu de l'engagement de soutien financier reçu du groupe.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après :

ACTIFS IMMOBILISÉS

Les éléments incorporels et corporels sont évalués :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat et aux frais accessoires, hors frais d'acquisition, il n'inclut pas les coûts d'emprunts nécessaires à leur acquisition.
- ou à leur coût de production, hors intérêts des emprunts dédiés à cette production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction de leur durée de vie prévue :

Immobilisations Incorporelles :

- Les frais de développement sont amortis linéairement sur 3 ans, à partir de la date de mise en service du bien.
- Les fonds commerciaux sont évalués à leur coût d'acquisition et éventuellement dépréciés si leur valeur d'utilité est inférieure à la valeur d'inventaire.

Les immobilisations incorporelles autres de l'entreprise sont les suivantes:

- Logiciels : ils sont amortis linéairement sur 3 ans.

Immobilisations Corporelles :

Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

	Durée
Agencements et aménagements divers - linéaire	5 ans à 10 ans
Matériels et outillages industriels - linéaire	3 à 5 ans
Matériels de bureau - linéaire	3 ans
Mobilier - linéaire	8 ans
Matériel informatique - linéaire	3 à 5 ans
Matériel de transport - linéaire	4 ans

REGLES ET METHODES COMPTABLES

STOCKS

Les stocks de matières consommables (papiers, encres, couvertures...) sont valorisés au coût d'achat réel en vigueur à la fin de l'exercice.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production qui comprend les consommations, les charges directes et les charges indirectes de production, ainsi que les amortissements des biens concourants à la production. En revanche, le coût de la sous-activité est exclu des stocks.

Les intérêts des emprunts dédiés à la production sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Lorsque la valeur de revente probable d'un stock est inférieure à sa valorisation selon les méthodes décrites ci-dessus, une provision pour dépréciation des stocks est constituée.

CREANCES

Créances Clients et Comptes Rattachés :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant les modalités énoncées ci-avant. La contrepartie des provisions réglementées est comptabilisée en charges exceptionnelles, au poste "Dotations aux provisions réglementées - Amortissements dérogatoires".

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation en application du règlement CRC n° 2000-06 sur les passifs. En fin d'exercice, cette estimation est faite en fonction des informations connues à la date d'établissement des comptes.

FAITS MARQUANTS

Le siège social situé au 14 rue Emile Borel à Paris (75) a été transféré à compter du 5 Décembre 2022 au 2 rue d'Amsterdam à Tigery (91).

CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES

NEANT

IMMOBILISATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	846 081		149 321
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 112 335		184 634
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	3 925 353		1 709 899
Installations générales, agenc., aménag.	1 801 489		115 000
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 932 788		51 695
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	247 481		2 418 188
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 907 111		4 294 782
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	107 626		374
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	107 626		374
TOTAL GENERAL	12 973 153		4 629 110

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			995 402	995 402
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		469 934	3 827 035	3 827 035
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.		378 957	5 256 295	5 256 295
Installations générales, agencements divers		4 710	1 911 780	1 911 780
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		140 854	1 843 629	1 843 629
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	2 293 988		371 681	371 681
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 293 988	524 521	9 383 384	9 383 384
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		19 978	88 022	88 022
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		19 978	88 022	88 022
TOTAL GENERAL	2 293 988	1 014 433	14 293 842	14 293 842

AMORTISSEMENTS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement	429 123	246 115		675 239
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	2 491 190	262 964	466 639	2 287 515
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 920 314	509 080	466 639	2 962 754
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 986 179	881 502	368 098	2 499 584
Installations générales, agenc. et aménag. divers	1 095 374	197 708	4 710	1 288 372
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 818 044	75 523	139 946	1 753 621
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 899 597	1 154 733	512 754	5 541 577
TOTAL GENERAL	7 819 911	1 663 813	979 393	8 504 331

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis. Fonds Cial Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

FONDS COMMERCIAL

FONDS COMMERCIAL

Fonds commercial de 1 172 794 € correspondant à l'acquisition en 2013 d'une partie de l'activité de SAFIG.

Le fonds commercial est totalement amorti depuis le 31/12/2021.

FRAIS DE DEVELOPPEMENT ET IMMOBILIATIONS EN COURS

FRAIS DE DEVELOPPEMENT

Il s'agit de la configuration des solutions DJIN dans le cadre de chacun des projets clients BPO.

Tous les développements spécifiques réalisés sur ces solutions sont effectués de manière à produire selon les prérequis de chaque client sur toute la durée du contrat.

Une gouvernance est mise en place afin de valider la rentabilité de chaque projet et en assurer le suivi.

Les frais de développement sont amortis sur 3 ans.

Au 31 décembre 2022, la valeur brute des frais de développement immobilisés s'élève à 995 402€

NOTE SUR LE POSTE IMMOBILISATIONS EN COURS

Les immobilisations en cours sont essentiellement constituées de matériels informatiques, pour lesquels la mise en service n'a pas encore été effectuée, ni la facture parvenue, et de frais de développement qui ne sont pas encore activables puisqu'ils ne réunissent pas la totalité des conditions requises à la clôture de l'exercice.

Le montant à fin 2022 est de 371 681 €.

STOCKS ET EN-COURS

NEANT

CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			88 022
Autres immobilisations financières	88 022		
Clients douteux ou litigieux	323 416	323 416	
Autres créances clients	7 628 542	7 628 542	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	3 032	3 032	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	924	924	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	481 823	481 823	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	145 736	145 736	
Charges constatées d'avance	115 792	115 792	
TOTAL GENERAL	8 787 287	8 699 265	88 022

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	3 890 405	3 890 405		
Personnel et comptes rattachés	1 544 617	1 544 617		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 104 011	1 104 011		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	791 151	791 151		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	51 300	51 300		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	63 151	63 151		
Groupe et associés	4 135 905	4 135 905		
Autres dettes	343 056	343 056		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	11 923 596	11 923 596		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

PRODUITS A RECEVOIR

PRODUITS A RECEVOIR	Montant au 31/12/2022
FOURNISSEURS AVOIRS NON RECUS	136 310
CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	2 762 826
AUTRES	924
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	2 900 059

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	Montant au 31/12/2022
------------------------------------	----------------------------------

LOYERS LOCAUX	59 772
LOCATION VEHICULES	23 165
LOCATION MATERIEL	32 856

TOTAL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	115 792
----------------------------------------------	----------------

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	Montant au 31/12/2022
------------------------------------	----------------------------------

NEANT	
-------	--

TOTAL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	0
----------------------------------------------	----------

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	25 000			10
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		-1 176 067
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		-1 176 067
Variations en cours d'exercice		En moins
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		156 270
	SOLDE	156 270
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		-1 332 337

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

En €	31/12/2021	Dotations	Reprises		31/12/2022
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'exercice	
PROVISIONS REGLEMENTEES	0				0
Amortissements dérogatoires	0				0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 915 667	419 482	663 047	281 554	2 390 548
Provisions pour Litiges	191 014	279 882	47 875	37 139	385 882
Provision pour Pensions	1 982 403		615 172		1 367 231
Autres provisions pour Risques et Charges *	742 250	139 600		244 415	637 435
DEPRECIATIONS	1 550 794	335 000	378 000		1 507 794
Immobilisations Incorporelles	1 172 794				1 172 794
Comptes Clients	378 000	335 000	378 000		335 000
TOTAL	4 466 461	754 482	1 041 047	281 554	3 898 342

Provision pour sortie de centre	90 000				90 000
Provision pour risques charges sociales et fiscales (TASS)	2 250	20 600		2 250	20 600
Litiges Clients	650 000	119 000		242 165	526 835
* Autres provisions pour risques et charges	742 250	139 600	0	244 415	637 435

Détail des dotations et reprises :

- d'exploitation		454 000	993 172	242 165
- financières				
- exceptionnelles		300 482	47 875	39 389

CHARGES A PAYER

CHARGES A PAYER	Montant au 31/12/2022
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	2 105 644
PERSONNEL ET COMPTES RATTACHES	1 544 617
ORGANISMES SOCIAUX	695 208
ETAT	29 414
CLIENTS AVOIRS A ETABLIR	173 088
FOURNISSEURS IMMOS ET COMPTES RATTACHES	63 151
CREDITEUR DIVERS	3 473
TOTAL CHARGES A PAYER	4 614 596

REPARTITION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	423 072		423 072
Résultat exceptionnel à court terme	-579 342		-579 342
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	-156 270		-156 270

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2022	Total 31/12/2021	%
PRESTATIONS DE SERVICES	28 084 810		28 084 810	27 068 367	3,76 %
REFACTURATIONS DIVERSES	532 868		532 868	915 677	-41,81 %
TOTAL	28 617 678		28 617 678	27 984 044	2,26 %

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
INDEMNITES DE LICENCIEMENT	9 773	
LITIGES PERSONNEL	352 000	
DOTATIONS LITIGES PERSONNEL	279 882	
VNC DES ELEMENTS D ACTIFS CEDES	15 061	
PV, PENALITES	77	
DIVERS	-1 067	
DOTATION PROVISION POUR CHARGES SOCIALES	20 600	
DEDOMMAGEMENT VOL DE MATERIEL	13 804	
TOTAL	690 130	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
REPRISE PROVISION LITIGES PERSONNEL	85 014	
PRODUITS DE CESSION D ELEMENTS D ACTIFS	801	
REPRISE PROVISION POUR CHARGES SOCIALES	2 250	
CLIENTS, DIVERS	22 722	
TOTAL	110 787	

RESULTAT COMPTABLE

Le chiffre d'affaires est en hausse de 633.635 euros par rapport à l'année 2021, et la perte de l'exercice s'élève à 156.270 euros.

Une provision pour litige client à été reprise à hauteur de 242.165 euros le montant final à payer s'élevant à 57.835 euros. La provision IFC a fait l'objet d'une reprise sur l'exercice de 615.173 euros.

La croissance a été permise grâce à une bonne dynamique sur l'activité BPO avec de nouveaux clients et une activité d'impression qui se stabilise suite à la renégociation des prix à la hausse de certains contrats qui compensent la perte de quelques clients.

SITUATION FISCALE DIFFEREE ET LATENTE

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	31 737
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	31 737
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	-31 737

IMPOT DU SUR :

Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :

Déficits reportables

Moins-values à long terme

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE

IDENTITE DES STES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
CANON FRANCE 14 rue Emile BOREL 75017 PARIS	SAS	250 000	100,00 %

REGIME FISCAL

La société CANON FRANCE BUSINESS SERVICES fait partie depuis le 1er janvier 2013, du groupe d'intégration fiscale constitué par la société Mère CANON FRANCE SAS en application des articles 223 A et suivants du CGI.

Le résultat fiscal de l'exercice 2022 fait apparaître une perte de 764.807 euros.

Au 31/12/2022, les déficits propres restants à reporter sont de 1.195 euros.

ENGAGEMENTS

CAUTIONS ET AVALS DELIVRES PAR LA BANQUE BNP	17 500
ENGAGEMENT DE RETRAITE	1 485 169

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Engagements de retraite (Informations)

L'étude est réalisée en monnaie courante au 31/12/2022 sur le groupe fermé des salariés en poste à la date de calcul.

La convention collective appliquée correspond à :

- Métallurgie (Ingénieurs et Cadres – Ouvriers, employés, Techniciens et Agents de Maitrise)

Les droits dépendent de l'ancienneté acquise et des modalités de départ (à l'initiative de l'employeur ou du salarié) et sont exprimés en nombre de mois du salaire de fin de carrière.

- Date de simulation : 31/12/2022
- Table de mortalité : TH 2016-18 pour les hommes et TH 2016-18 pour les femmes
- Taux d'actualisation : 3.85%
- Hypothèse de rendement de fonds : 2.84%
- Taux d'évolution des salaires : 2.84 %
- Turnover : personnalisé
- Type de départ : volontaire
- Taux de charges sociales patronales : 50%
- Age de départ : 62 ans

L'engagement ainsi calculé ressort à 1 485 169 euros au 31 décembre 2022 et fait l'objet à la fois d'une provision de 1 367 231 euros et de placements externalisés auprès d'un fonds extérieur souscrit auprès de Cardif, qui s'élèvent à 117 938 euros.

EFFECTIF MOYEN

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
INGENIEURS ET CADRES	39	
AGENTS DE MAITRISE	24	
EMPLOYES	260	
EMPLOYES INTERIMAIRES		176
Les effectifs en 2021 étaient de 356		
TOTAL	324	176

RENSEIGNEMENTS DIVERS**Honoraires des commissaires aux comptes**

		Clôture 31/12/2022	%	Clôture 31/12/2021	%
AUDIT	DELOITTE	16 660	100,00	17 000	
TOTAL DES HONORAIRES		16 660		17 000	

Rémunérations des dirigeants

Les rémunérations des dirigeants et administrateurs sont refacturées dans le cadre de la convention d'assistance générale.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le groupe PARAGON, leader européen dans les processus métiers et la communication clients, a proposé à Canon France d'acquérir sa filiale Canon France Business Services (CFBS).

Il ne s'agit à ce stade que d'un projet.

Ce projet présenterait l'avantage de renforcer la croissance de CFBS. Le groupe PARAGON a en effet pour ambition un fort développement dans ses activités BPO (Business Process Outsourcing soit l'externalisation des processus métiers), des services digitaux Cloud et de l'impression, qui sont au cœur de cette filiale.

PRESENTATION GENERALE

CHIFFRES CLES

Durée de l'exercice :	12 mois
Total du bilan :	12 981 806
Résultat avant répartition :	-156 270

ACTIVITE DE LA SOCIETE

La société exerce une activité de prestations de services dans le domaine de l'informatique, de la bureautique, de l'externalisation de processus métiers, et plus généralement dans la transmission, la production, la diffusion et le traitement de tous documents.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

REGLES COMPTABLES

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan Comptable Général, dans le respect du principe de prudence, et suivant les hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Le principe de continuité d'exploitation a été retenu, compte tenu de l'engagement de soutien financier reçu du groupe.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après :

ACTIFS IMMOBILISÉS

Les éléments incorporels et corporels sont évalués :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat et aux frais accessoires, hors frais d'acquisition, il n'inclut pas les coûts d'emprunts nécessaires à leur acquisition.
- ou à leur coût de production, hors intérêts des emprunts dédiés à cette production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction de leur durée de vie prévue :

Immobilisations Incorporelles :

- Les frais de développement sont amortis linéairement sur 3 ans, à partir de la date de mise en service du bien.
- Les fonds commerciaux sont évalués à leur coût d'acquisition et éventuellement dépréciés si leur valeur d'utilité est inférieure à la valeur d'inventaire.

Les immobilisations incorporelles autres de l'entreprise sont les suivantes:

- Logiciels : ils sont amortis linéairement sur 3 ans.

Immobilisations Corporelles :

Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

	Durée
Agencements et aménagements divers - linéaire	5 ans à 10 ans
Matériels et outillages industriels - linéaire	3 à 5 ans
Matériels de bureau - linéaire	3 ans
Mobilier - linéaire	8 ans
Matériel informatique - linéaire	3 à 5 ans
Matériel de transport - linéaire	4 ans

REGLES ET METHODES COMPTABLES

STOCKS

Les stocks de matières consommables (papiers, encres, couvertures...) sont valorisés au coût d'achat réel en vigueur à la fin de l'exercice.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production qui comprend les consommations, les charges directes et les charges indirectes de production, ainsi que les amortissements des biens concourants à la production. En revanche, le coût de la sous-activité est exclu des stocks.

Les intérêts des emprunts dédiés à la production sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Lorsque la valeur de revente probable d'un stock est inférieure à sa valorisation selon les méthodes décrites ci-dessus, une provision pour dépréciation des stocks est constituée.

CREANCES

Créances Clients et Comptes Rattachés :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant les modalités énoncées ci-avant. La contrepartie des provisions réglementées est comptabilisée en charges exceptionnelles, au poste "Dotations aux provisions réglementées - Amortissements dérogatoires".

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation en application du règlement CRC n° 2000-06 sur les passifs. En fin d'exercice, cette estimation est faite en fonction des informations connues à la date d'établissement des comptes.

FAITS MARQUANTS

Le siège social situé au 14 rue Emile Borel à Paris (75) a été transféré à compter du 5 Décembre 2022 au 2 rue d'Amsterdam à Tigery (91).

CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES

NEANT

IMMOBILISATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	846 081		149 321
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 112 335		184 634
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	3 925 353		1 709 899
Installations générales, agenc., aménag.	1 801 489		115 000
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 932 788		51 695
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	247 481		2 418 188
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 907 111		4 294 782
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	107 626		374
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	107 626		374
TOTAL GENERAL	12 973 153		4 629 110

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			995 402	995 402
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		469 934	3 827 035	3 827 035
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.		378 957	5 256 295	5 256 295
Installations générales, agencements divers		4 710	1 911 780	1 911 780
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		140 854	1 843 629	1 843 629
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	2 293 988		371 681	371 681
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 293 988	524 521	9 383 384	9 383 384
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		19 978	88 022	88 022
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		19 978	88 022	88 022
TOTAL GENERAL	2 293 988	1 014 433	14 293 842	14 293 842

AMORTISSEMENTS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement	429 123	246 115		675 239
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	2 491 190	262 964	466 639	2 287 515
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 920 314	509 080	466 639	2 962 754
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 986 179	881 502	368 098	2 499 584
Installations générales, agenc. et aménag. divers	1 095 374	197 708	4 710	1 288 372
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 818 044	75 523	139 946	1 753 621
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 899 597	1 154 733	512 754	5 541 577
TOTAL GENERAL	7 819 911	1 663 813	979 393	8 504 331

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis. Fonds Cial Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

FONDS COMMERCIAL

FONDS COMMERCIAL

Fonds commercial de 1 172 794 € correspondant à l'acquisition en 2013 d'une partie de l'activité de SAFIG.

Le fonds commercial est totalement amorti depuis le 31/12/2021.

FRAIS DE DEVELOPPEMENT ET IMMOBILIATIONS EN COURS

FRAIS DE DEVELOPPEMENT

Il s'agit de la configuration des solutions DJIN dans le cadre de chacun des projets clients BPO.

Tous les développements spécifiques réalisés sur ces solutions sont effectués de manière à produire selon les prérequis de chaque client sur toute la durée du contrat.

Une gouvernance est mise en place afin de valider la rentabilité de chaque projet et en assurer le suivi.

Les frais de développement sont amortis sur 3 ans.

Au 31 décembre 2022, la valeur brute des frais de développement immobilisés s'élève à 995 402€

NOTE SUR LE POSTE IMMOBILISATIONS EN COURS

Les immobilisations en cours sont essentiellement constituées de matériels informatiques, pour lesquels la mise en service n'a pas encore été effectuée, ni la facture parvenue, et de frais de développement qui ne sont pas encore activables puisqu'ils ne réunissent pas la totalité des conditions requises à la clôture de l'exercice.

Le montant à fin 2022 est de 371 681 €.

STOCKS ET EN-COURS

NEANT

CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			88 022
Autres immobilisations financières	88 022		
Clients douteux ou litigieux	323 416	323 416	
Autres créances clients	7 628 542	7 628 542	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	3 032	3 032	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	924	924	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	481 823	481 823	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	145 736	145 736	
Charges constatées d'avance	115 792	115 792	
TOTAL GENERAL	8 787 287	8 699 265	88 022

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	3 890 405	3 890 405		
Personnel et comptes rattachés	1 544 617	1 544 617		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 104 011	1 104 011		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	791 151	791 151		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	51 300	51 300		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	63 151	63 151		
Groupe et associés	4 135 905	4 135 905		
Autres dettes	343 056	343 056		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	11 923 596	11 923 596		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

PRODUITS A RECEVOIR

PRODUITS A RECEVOIR	Montant au 31/12/2022
FOURNISSEURS AVOIRS NON RECUS	136 310
CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	2 762 826
AUTRES	924
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	2 900 059

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	Montant au 31/12/2022
------------------------------------	----------------------------------

LOYERS LOCAUX	59 772
LOCATION VEHICULES	23 165
LOCATION MATERIEL	32 856

TOTAL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	115 792
----------------------------------------------	----------------

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	Montant au 31/12/2022
------------------------------------	----------------------------------

NEANT	
-------	--

TOTAL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	0
----------------------------------------------	----------

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	25 000			10
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		-1 176 067
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		-1 176 067
Variations en cours d'exercice		En moins
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		156 270
	SOLDE	156 270
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		-1 332 337

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

En €	31/12/2021	Dotations	Reprises		31/12/2022
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'exercice	
PROVISIONS REGLEMENTEES	0				0
Amortissements dérogatoires	0				0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 915 667	419 482	663 047	281 554	2 390 548
Provisions pour Litiges	191 014	279 882	47 875	37 139	385 882
Provision pour Pensions	1 982 403		615 172		1 367 231
Autres provisions pour Risques et Charges *	742 250	139 600		244 415	637 435
DEPRECIATIONS	1 550 794	335 000	378 000		1 507 794
Immobilisations Incorporelles	1 172 794				1 172 794
Comptes Clients	378 000	335 000	378 000		335 000
TOTAL	4 466 461	754 482	1 041 047	281 554	3 898 342

Provision pour sortie de centre	90 000				90 000
Provision pour risques charges sociales et fiscales (TASS)	2 250	20 600		2 250	20 600
Litiges Clients	650 000	119 000		242 165	526 835
* Autres provisions pour risques et charges	742 250	139 600	0	244 415	637 435

Détail des dotations et reprises :

- d'exploitation		454 000	993 172	242 165
- financières				
- exceptionnelles		300 482	47 875	39 389

CHARGES A PAYER

CHARGES A PAYER	Montant au 31/12/2022
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	2 105 644
PERSONNEL ET COMPTES RATTACHES	1 544 617
ORGANISMES SOCIAUX	695 208
ETAT	29 414
CLIENTS AVOIRS A ETABLIR	173 088
FOURNISSEURS IMMOS ET COMPTES RATTACHES	63 151
CREDITEUR DIVERS	3 473
TOTAL CHARGES A PAYER	4 614 596

REPARTITION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	423 072		423 072
Résultat exceptionnel à court terme	-579 342		-579 342
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	-156 270		-156 270

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2022	Total 31/12/2021	%
PRESTATIONS DE SERVICES	28 084 810		28 084 810	27 068 367	3,76 %
REFACTURATIONS DIVERSES	532 868		532 868	915 677	-41,81 %
TOTAL	28 617 678		28 617 678	27 984 044	2,26 %

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
INDEMNITES DE LICENCIEMENT	9 773	
LITIGES PERSONNEL	352 000	
DOTATIONS LITIGES PERSONNEL	279 882	
VNC DES ELEMENTS D ACTIFS CEDES	15 061	
PV, PENALITES	77	
DIVERS	-1 067	
DOTATION PROVISION POUR CHARGES SOCIALES	20 600	
DEDOMMAGEMENT VOL DE MATERIEL	13 804	
TOTAL	690 130	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
REPRISE PROVISION LITIGES PERSONNEL	85 014	
PRODUITS DE CESSION D ELEMENTS D ACTIFS	801	
REPRISE PROVISION POUR CHARGES SOCIALES	2 250	
CLIENTS, DIVERS	22 722	
TOTAL	110 787	

RESULTAT COMPTABLE

Le chiffre d'affaires est en hausse de 633.635 euros par rapport à l'année 2021, et la perte de l'exercice s'élève à 156.270 euros.

Une provision pour litige client à été reprise à hauteur de 242.165 euros le montant final à payer s'élevant à 57.835 euros. La provision IFC a fait l'objet d'une reprise sur l'exercice de 615.173 euros.

La croissance a été permise grâce à une bonne dynamique sur l'activité BPO avec de nouveaux clients et une activité d'impression qui se stabilise suite à la renégociation des prix à la hausse de certains contrats qui compensent la perte de quelques clients.

SITUATION FISCALE DIFFEREE ET LATENTE

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	31 737
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	31 737
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	-31 737

IMPOT DU SUR :

Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :

Déficits reportables

Moins-values à long terme

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE

IDENTITE DES STES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
CANON FRANCE 14 rue Emile BOREL 75017 PARIS	SAS	250 000	100,00 %

REGIME FISCAL

La société CANON FRANCE BUSINESS SERVICES fait partie depuis le 1er janvier 2013, du groupe d'intégration fiscale constitué par la société Mère CANON FRANCE SAS en application des articles 223 A et suivants du CGI.

Le résultat fiscal de l'exercice 2022 fait apparaître une perte de 764.807 euros.

Au 31/12/2022, les déficits propres restants à reporter sont de 1.195 euros.

ENGAGEMENTS

CAUTIONS ET AVALS DELIVRES PAR LA BANQUE BNP	17 500
ENGAGEMENT DE RETRAITE	1 485 169

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Engagements de retraite (Informations)

L'étude est réalisée en monnaie courante au 31/12/2022 sur le groupe fermé des salariés en poste à la date de calcul.

La convention collective appliquée correspond à :

- Métallurgie (Ingénieurs et Cadres – Ouvriers, employés, Techniciens et Agents de Maitrise)

Les droits dépendent de l'ancienneté acquise et des modalités de départ (à l'initiative de l'employeur ou du salarié) et sont exprimés en nombre de mois du salaire de fin de carrière.

- Date de simulation : 31/12/2022
- Table de mortalité : TH 2016-18 pour les hommes et TH 2016-18 pour les femmes
- Taux d'actualisation : 3.85%
- Hypothèse de rendement de fonds : 2.84%
- Taux d'évolution des salaires : 2.84 %
- Turnover : personnalisé
- Type de départ : volontaire
- Taux de charges sociales patronales : 50%
- Age de départ : 62 ans

L'engagement ainsi calculé ressort à 1 485 169 euros au 31 décembre 2022 et fait l'objet à la fois d'une provision de 1 367 231 euros et de placements externalisés auprès d'un fonds extérieur souscrit auprès de Cardif, qui s'élèvent à 117 938 euros.

EFFECTIF MOYEN

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
INGENIEURS ET CADRES	39	
AGENTS DE MAITRISE	24	
EMPLOYES	260	
EMPLOYES INTERIMAIRES		176
Les effectifs en 2021 étaient de 356		
TOTAL	324	176

RENSEIGNEMENTS DIVERS**Honoraires des commissaires aux comptes**

		Clôture 31/12/2022	%	Clôture 31/12/2021	%
AUDIT	DELOITTE	16 660	100,00	17 000	
TOTAL DES HONORAIRES		16 660		17 000	

Rémunérations des dirigeants

Les rémunérations des dirigeants et administrateurs sont refacturées dans le cadre de la convention d'assistance générale.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le groupe PARAGON, leader européen dans les processus métiers et la communication clients, a proposé à Canon France d'acquérir sa filiale Canon France Business Services (CFBS).

Il ne s'agit à ce stade que d'un projet.

Ce projet présenterait l'avantage de renforcer la croissance de CFBS. Le groupe PARAGON a en effet pour ambition un fort développement dans ses activités BPO (Business Process Outsourcing soit l'externalisation des processus métiers), des services digitaux Cloud et de l'impression, qui sont au cœur de cette filiale.

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS CANON FRANCE BUSINESS SERVICES		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12						
Adresse de l'entreprise 2 Rue D'AMSTERDAM 91250 TIGERY		Durée de l'exercice précédent* 12						
Numéro SIRET* 4 0 0 7 6 7 7 8 6 0 0 3 1 4			N°cant *					
		Exercice N clos ie, 31122022	N-1 31122021					
		Brut 1	Amortissements, provisions 2					
		Net 3	Net 4					
ACTIF IMMOBILISE*	Capital souscrit non appelé (I)	AA						
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	AC				
		Frais de développement *	CX	995 401	CQ	675 238	320 163	416 958
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	2 654 240	AG	2 287 515	366 725	448 350
		Fonds commercial (1)	AH	1 172 794	AI	1 172 794		
		Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK			
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM			
		Terrains	AN		AO			
		Constructions	AP		AQ			
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	5 256 294	AS	2 499 583	2 756 710	1 939 173
		Autres immobilisations corporelles	AT	3 755 408	AU	3 041 992	713 415	820 859
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Immobilisations en cours	AV	371 680	AW		371 680	247 480
		Avances et acomptes	AX		AY			
		Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT			
		Autres participations	CU		CV			
		Créances rattachées à des participations	BB		BC			
		Autres titres immobilisés	BD		BE			
		Prêts	BF		BG			
		Autres immobilisations financières*	BH	88 021	BI		88 021	107 625
TOTAL (II)	BJ	14 293 842	BK	9 677 125	4 616 717	3 980 447		
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	BM				
		En cours de production de biens	BN	BO				
		En cours de production de services	BP	BQ				
		Produits intermédiaires et finis	BR	BS				
		Marchandises	BT	BU				
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	824	BW	824		
		Clients et comptes rattachés (3)*	BX	7 951 958	BY	335 000	7 616 958	7 127 235
		Autres créances (3)	BZ	631 514	CA		631 514	624 999
	DIVERS	Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC			
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :	CD		CE			
Disponibilités		CF		CG				
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3)*	CH	115 792	CI		115 792	83 745	
	TOTAL (III)	CJ	8 700 089	CK	335 000	8 365 089	7 835 980	
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW						
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM						
Écart de conversion actif* (VI)		CN						
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)		CO	22 993 931	IA	10 012 125	12 981 806	11 816 427	
Renvois : (1) Dont droit au bail :			(2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes	CP		(3) Part à plus d'un an	CR	
Clause de réserve de propriété *	Immobilisations :		Stocks :			Créances :		

Cegiel Group

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Claude ESPINAS
Président

CERTIFIÉ CONFORME A L'ORIGINAL

Désignation de l'entreprise		SAS CANON FRANCE BUSINESS SERVICES		Néant <input type="checkbox"/> *	
		Exercice N		Exercice N - 1	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 250 000)	DA	250 000	250 000	
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB			
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence <input type="checkbox"/> EK <input type="checkbox"/>)	DC			
	Réserve légale (3)	DD	25 000	25 000	
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE			
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours <input type="checkbox"/> B1 <input type="checkbox"/>)	DF			
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* <input type="checkbox"/> EJ <input type="checkbox"/>)	DG	1 317 819	1 317 819	
	Report à nouveau	DH	(2 768 886)	(639 929)	
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	(156 270)	(2 128 956)	
	Subventions d'investissement	DJ			
	Provisions réglementées *	DK			
		TOTAL (I)	DL	(1 332 337)	(1 176 067)
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM			
	Avances conditionnées	DN			
	TOTAL (II)	DO			
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	385 882	191 014	
	Provisions pour charges	DQ	2 004 665	2 724 653	
	TOTAL (III)	DR	2 390 547	2 915 667	
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS			
	Autres emprunts obligataires	DT			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU			
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs <input type="checkbox"/> EI <input type="checkbox"/>)	DV			
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	3 890 404	4 333 152	
	Dettes fiscales et sociales	DY	3 491 080	3 236 626	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	63 150	93 653	
Autres dettes	EA	4 478 960	2 413 394		
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB			
	TOTAL (IV)	EC	11 923 596	10 076 827	
	Ecarts de conversion passif* (V)	ED			
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	12 981 806	11 816 427	
RENVIS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	1B			
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Écart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	1C			
		1D			
		1E			
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	1F			
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	11 923 596	10 076 827		
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH				

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

**Procès-verbal des décisions de l'associé unique
en date du 30 juin 2023**

L'an deux mille vingt-trois,
Le 30 juin,
Au siège social de l'associé unique, à Paris,

La société Canon France, société par actions simplifiée au capital de 141.940.032 euros dont le siège social est situé 14 rue Emile Borel à Paris (75), 738 205 269 RCS Paris, représentée par son Président, Monsieur Patrick Chapuis,

Agissant en qualité d'associé unique de la société Canon France Business Services, a statué sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de gestion du Président,
- Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022,
- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022,
- Affectation du résultat,
- Mention des conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités,
- Questions diverses.

L'associé unique constate que les comptes annuels, le rapport de gestion du Président, le rapport du Commissaire aux comptes et le texte des résolutions proposées lui ont été soumis et ont été soumis au Comité Social et Economique dans les délais prévus par les statuts.

Connaissance prise du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux comptes, l'associé unique a pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022

L'associé unique, connaissance prise des rapports du Président et du Commissaire aux comptes, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés au 31 décembre 2022 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'associé unique approuve le montant des dépenses non déductibles de l'impôt sur les sociétés, visées à l'article 39-4 dudit code, qui s'élèvent à 42.587 euros et qui ont donné lieu à l'imposition y afférent, soit un impôt sur les sociétés d'environ 10.647 euros.

DEUXIEME DECISION

Affectation du résultat

L'associé unique approuve la proposition d'affectation du résultat qui lui a été présentée et décide d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022, soit une perte s'élevant à -156.270 euros, au compte "report à nouveau", qui présentera ainsi, après affectation, un solde débiteur de -2.925.156 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'associé unique prend acte qu'aucun dividende n'a été versé au titre des trois derniers exercices.

TROISIEME DECISION

Conventions réglementées

L'associé unique constate qu'aucune convention visée aux articles L. 227-10 et suivants du Code de commerce n'est intervenue au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

QUATRIEME DECISION

Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

L'associé unique confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toute formalité de publicité afférente aux décisions ci-dessus adoptées.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'associé unique.



L'associé unique

La société Canon France
représentée par M. Patrick Chapuis